



## Appel d'Offres Ouvert national sur Offres de prix

N°04/ CCIS TTA /2026

Du 25/06/2026 à 11h : 30

### « L'ORGANISATION DE LA DEUXIÈME ÉDITION DU SALON DU TOURISME À LA VILLE DE CHEFCHAOUEN »

(Séance publique)

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES  
(CPS)

Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1(alinéa 1) et paragraphe 3 (a) de l'article 19 et du paragraphe 1et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

EXERCICE BUDGÉTAIRE 2026

## Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES .....	3
ARTICLE 1 : OBJET .....	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	3
ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE .....	3
ARTICLE 6 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE .....	3
ARTICLE 7 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX .....	4
ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE .....	4
ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION .....	5
ARTICLE 10 : PENALITES .....	5
ARTICLE 11 : DELAI DE GARANTIE .....	5
ARTICLE 12 : SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : .....	5
ARTICLE 13: RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE : .....	5
ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT .....	6
ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE .....	6
ARTICLE 16 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES .....	6
ARTICLE 17 : NANTISSEMENT .....	6
ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE .....	7
ARTICLE 19: SECRET PROFESSIONNEL .....	7
ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES .....	7
ARTICLE 21 : LITIGES .....	7
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	8
ARTICLE 23: CAS DE FORCE MAJEURE .....	8
ARTICLE 24: AVANCE .....	8
ARTICLE 25: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE .....	8
ARTICLE 26 : FRAIS D'ENREGISTREMENT .....	8
ARTICLE 27 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX .....	8
CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 28 : DESCRIPTION DU SALON .....	10
ARTICLE 29 : CONTENU, CARACTERISTIQUES ET SPECIFICITES DES PRESTATIONS : .....	13





## **CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent appel d'offres ouvert national sur offres de prix a pour objet : « **L'organisation de la deuxième édition du Salon du Tourisme à la ville de Chefchaouen** » en lot unique.

### **ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres, est la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima (CCIS TTA). Il sera désigné ci-après par "Maître d'Ouvrage".

### **ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION**

Le marché issu du présent Appel d'offres ouvert national sur offre de prix est passé en application des dispositions du paragraphe 1(alinéa 1) et paragraphe 3 (a) de l'article 19 et du paragraphe 1et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics .

### **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le bordereau des prix – détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passé pour le compte de l'Etat (CCAG- EMO) approuvés par le Décret n°2.01.2332 du 04/06/2002.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### **ARTICLE 5 : VALIDITE DU MARCHE**

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque son visa est requis.

### **ARTICLE 6 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

En application de l'article 143 du décret n°2-22-431 précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maitre d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du décret n°2-22-431 précité, le maitre d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse. Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant



l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

Dans tous les cas, l'approbation du marché ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 7 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX**

### **a-Nature des prix**

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix mixtes.

Les prestations sont rémunérées en partie sur la base de prix unitaires et en partie sur la base des prix forfaitaires.

Les prix unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix-détail estimatif. Ils rémunèrent les prestations les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prestations à exécuter sur la base des prix forfaitaires sont celles prévues au bordereau des prix-détail estimatif. Chacun de ces prix forfaitaires couvre et rémunère l'ensemble de la prestation qui le concerne.

Les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des prestations.

### **b- Caractère des prix**

Conformément à l'article 15 du décret n°2-22-431, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

## **ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE**

**Le cautionnement provisoire :** le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Quinze Mille dirhams (15.000,00) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etablissement notamment dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n°2-22-431 précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret n°2-22-431 précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret n° 2-22-431 précité;
- si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai prévu ci-après.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché après que le titulaire ait réalisé le cautionnement définitif, sauf application des dispositions prévues ci-dessus.

**Le cautionnement définitif :** le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des prestations. La mainlevée sur le cautionnement définitif sera prononcée par la CCISTTA conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 150 du décret des marchés publics, en cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :



- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

**La retenue de garantie :** Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 9 : DELAI D'EXECUTION**

Le titulaire du marché devra exécuter les prestations faisant objet du marché selon les calendriers détaillés fournis par le maître d'ouvrage et dans un délai de 20 jours à compter du lendemain de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations, et comprend l'installation, la durée de l'événement et la remise en l'état des lieux.

#### **ARTICLE 10 : PENALITES**

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de **1 ‰ (un pour mille) du montant du marché** modifié ou complété éventuellement par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

Le montant total de ces pénalités est plafonné à **dix pour cent (10 %) du montant du marché** éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la CCIS TTA est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

#### **ARTICLE 11 : DELAI DE GARANTIE**

Il n'est pas prévu de délai de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 12 : SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS :**

Dans le cadre du marché, une commission désignée par le maître d'ouvrage sera constituée pour assurer le suivi des opérations. La commission de suivi est l'interface directe avec le titulaire du marché. Cette commission aura pour mission d'assurer un suivi permanent des prestations du marché.

#### **ARTICLE 13 : RÉCEPTIONS PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE :**

Dès l'installation des chapiteaux et des stands, et pendant toute la durée de l'événement, si le maître d'ouvrage constate que certaines prestations ne sont pas conformes aux dispositions du Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS), le titulaire est tenu de remédier aux observations formulées. Celles-ci seront consignées dans un procès-verbal dont copie lui sera transmise, sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

**La réception du salon est effectuée vingt-quatre (24) heures avant la date de l'événement.**

À la clôture du salon, et compte tenu de la nature du marché, il sera procédé à une réception provisoire, suivie d'une réception définitive.



Cette dernière sera prononcée après libération du site et remise en état du lieu d'exécution du salon, au plus tard trois (3) jours après l'achèvement de l'évènement. Elle fera l'objet d'un procès-verbal définitif signé par le maître d'ouvrage et le titulaire du marché.

**La réception définitive est conditionnée par la remise, par le prestataire, de l'ensemble des livrables prévus au titre du prix n°9.**

#### **ARTICLE 14 : MODALITES DE REGLEMENT**

Le décompte relatif aux prestations rémunérées par des prix unitaires est établi en appliquant aux prestations réellement exécutées et régulièrement constatées, les prix du bordereau des prix-détail estimatif.

Pour les prestations rémunérées par prix forfaitaire, la valeur de la prestation est due lorsque l'ensemble de ses composantes a été réalisé.

Le règlement des prestations reste conditionné par la prononciation de la réception définitive et la présentation de la facture en 3 exemplaires dûment cachetée et signée, arrêtée en chiffres et en lettres, indiquant les prestations exécutées et comportant les indications prévues par la réglementation en vigueur.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire du marché sont versées au compte bancaire mentionné dans l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE**

A défaut par le prestataire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

#### **ARTICLE 16 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Le titulaire devra souscrire, à sa charge, les assurances couvrant les risques inhérents à l'exécution du marché et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret n° 02-05-1433 du 06 dou al kaâda 1426 (28 décembre 2005).

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution du marché une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs police d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO.

Le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le maître d'ouvrage de tout accident survenu pendant l'exécution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Prestataire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels élevés.

#### **ARTICLE 17 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, sont appliquées les dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de M. le Président de la CCIS TTA ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;



- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la CCIS TTA, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en un exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

#### **ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE**

En application de l'article 151 du Décret n° 2-22-431 précité, le prestataire doit notifier au maître d'ouvrage pour toute sous-traitance la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n° 2-22-431 précité.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le corps d'état principal du marché en l'occurrence les prestations de réception.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché à l'égard du maître d'ouvrage, des salariés et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

#### **ARTICLE 19: SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sans autorisation préalable du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. En plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leurs missions.

#### **ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES**

Le marché est résilié dans les cas prévus par le CCAG-EMO et par le décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics sont également applicables.

La résiliation du marché ne fera obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire en raison de ses fautes ou infractions..

#### **ARTICLE 21 : LITIGES**

Tout litige survenu à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution des différentes phases du marché, s'il n'est pas réglé à l'amiable, sera traité en application de la procédure prévue par les articles 52, 53 et 54 du C.C.A.G – EMO.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Tanger, conformément à l'article 55 du C.C.A.G - EMO..





## **ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché qui résultera du présent appel d'offres et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

## **ARTICLE 23: CAS DE FORCE MAJEURE**

Conformément à l'article 32 du CCAG EMO, lorsque le titulaire du marché justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

## **ARTICLE 24: AVANCE**

Le Maître d'Ouvrage versera au titulaire du marché une avance dont le montant et les conditions sont définis par le décret n° 2.14.272 du 14 Rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances dans les marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de constituer, préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant de l'avance.

Conformément à l'article 5 du décret n°2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC).

Le remboursement de l'avance commence dès que le montant des sommes payées atteint 30% du montant initial du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant initial du marché.

En cas de résiliation du marché quelque soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

## **ARTICLE 25: RECOURS A LA MAIN D'ŒUVRE LOCALE**

Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région Tanger Tétouan AL Hoceima

## **ARTICLE 26 : FRAIS D'ENREGISTREMENT**

L'attributaire du marché supporte les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché issu du présent appel d'offres conformément aux stipulations de l'article 6 du CCAG-EMO, et tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 27 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX**

Le prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii 1er 1423 (4 juin 2002)





- Le décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;
- Le décret Royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n°1-76-629 du 25 chaoual 1397 (9octobre 1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 26 jourmada II 1400 (12 mai 1980) ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112- 13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 kaâda 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'État ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n° 1.86.347 Rabii II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la loi 30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le dahir n°1-03-195 du ramadan 1424 portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- L'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- La circulaire n°72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre.

Cette liste n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. Il est réputé connaître l'ensemble des textes énumérés.



## **CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 28 : DESCRIPTION DU SALON**

#### **1. Contexte général**

Dans le cadre de sa stratégie de soutien au développement territorial et de promotion des secteurs productifs, la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma prévoit, au titre de son plan d'action 2026, l'organisation d'un Salon du Tourisme dans la ville de Chefchaouen, destination emblématique reconnue pour sa richesse patrimoniale, culturelle, naturelle et écologique.

À travers cette manifestation, la CCIS-TTA ambitionne de mettre en valeur le potentiel touristique de la province, de renforcer son attractivité aux niveaux national et international, et de contribuer à la dynamique du tourisme durable, tout en favorisant les opportunités de partenariat, d'investissement et de promotion des acteurs du secteur.

#### **A- Informations utiles :**

- **Lieu de tenue du Salon : Ville de Chefchaouen**
- **Durée : 2 jours**
- **Période prévisionnelle : 4<sup>e</sup> Trimestre 2026.**

#### **2. Objectifs du salon**

##### **2.1 Objectif général**

Contribuer à la promotion et à la structuration de l'écosystème touristique de Chefchaouen et de sa région, à travers une plateforme professionnelle de rencontre, d'échange et de partenariat.

##### **2.2 Objectifs spécifiques**

Le salon vise à :

##### **a) Promotion territoriale**

- ✓ Valoriser l'image de Chefchaouen en tant que destination touristique de référence ;
- ✓ Renforcer la visibilité nationale et internationale de la ville ;
- ✓ Mettre en avant la richesse naturelle, architecturale et culturelle de la médina et de son arrière-pays.

##### **b) Développement économique**

- ✓ Stimuler l'investissement dans le secteur touristique et para-touristique ;
- ✓ Favoriser la création d'opportunités d'emploi locales ;
- ✓ Soutenir les petites et moyennes entreprises touristiques et artisanales.

##### **c) Structuration du secteur touristique**

- ✓ Encourager la mise en réseau des acteurs du tourisme (hôtels, maisons d'hôtes, agences, guides, coopératives) ;
- ✓ Promouvoir la qualité des services touristiques ;
- ✓ Faciliter les partenariats publics-privés.

##### **d) Tourisme durable et responsable**

- ✓ Promouvoir le tourisme écologique et rural ;
- ✓ Sensibiliser à la préservation de l'environnement et du patrimoine ;
- ✓ Encourager les initiatives locales durables.

##### **e) Promotion des produits locaux**

- ✓ Valoriser l'artisanat traditionnel ;





- ✓ Mettre en avant les produits du terroir (huile d'olive, plantes aromatiques, etc.) ;
- ✓ Soutenir les coopératives féminines et rurales.

### **3. Public cible**

Le salon s'adresse à un public diversifié et stratégique :

#### **3.1 Professionnels du tourisme**

- Hôteliers et maisons d'hôtes ;
- Agences de voyages et tours opérateurs ;
- Guides touristiques agréés ;
- Transporteurs touristiques ;
- Investisseurs nationaux et internationaux.

#### **3.2 Institutions et organismes**

- Ministère du Tourisme ;
- Conseil régional et provincial ;
- Communes territoriales ;

#### **3.3 Société civile et acteurs locaux**

- Coopératives artisanales et agricoles ;
- Associations culturelles et environnementales ;
- Acteurs du tourisme rural ;
- Jeunes entrepreneurs.

#### **3.4 Grand public**

- Visiteurs nationaux et internationaux ;
- Étudiants et chercheurs ;
- Médias et influenceurs ;
- Touristes présents dans la région.

### **4. Valeur ajoutée pour la ville de Chefchaouen**

L'organisation de ce salon constitue un levier stratégique pour le développement de Chefchaouen à plusieurs niveaux :

#### **4.1 Renforcement du positionnement touristique**

Le salon contribuera à consolider l'image de Chefchaouen comme :

- destination touristique incontournable du nord du Maroc ;
- capitale du tourisme écologique et culturel ;
- ville attractive pour le tourisme national et international.

#### **4.2 Dynamisation économique locale**

- Augmentation des flux touristiques pendant et après l'événement ;
- Retombées économiques directes pour les commerçants, hôteliers et artisans ;
- Création d'opportunités d'investissement dans les infrastructures touristiques.

#### **4.3 Promotion du patrimoine et de l'identité locale**

- Mise en lumière de la médina bleue et de son architecture unique ;
- Valorisation des traditions locales et du patrimoine immatériel ;
- Renforcement du sentiment d'appartenance des habitants

#### **4.4 Structuration et professionnalisation du secteur**



- Amélioration des compétences des acteurs locaux ;
- Encouragement à la mise à niveau des services touristiques ;
- Création de synergies durables entre opérateurs.

#### **4.5 Rayonnement régional et national**

- Positionnement de Chefchaouen comme pôle touristique stratégique dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma ;
- Contribution à la stratégie nationale de développement du tourisme durable.

Ce salon se veut un événement structurant et fédérateur, permettant de renforcer la dynamique touristique de Chefchaouen, de promouvoir ses atouts naturels et culturels, et de générer un impact économique et social durable.

Il constitue ainsi une initiative stratégique en parfaite adéquation avec les orientations de développement territorial et les missions de la CCIS-TTA.

### **5. Format de l'événement**

Le prestataire retenu sera chargé d'organiser cet événement sous un format dynamique, interactif et professionnel, articulé autour des composantes suivantes :

#### **5.1 Expositions et démonstrations**

- Mise en place de stands d'exposition dédiés aux opérateurs touristiques, établissements d'hébergement, agences de voyages, coopératives, artisans, institutions et autres acteurs du secteur ;
- Présentation et démonstration des produits, services, offres touristiques et initiatives innovantes liés au tourisme culturel, écologique et durable.

#### **5.2 Conférences et tables rondes**

- Organisation de conférences, panels et tables rondes animés par des experts, professionnels et institutionnels du secteur touristique ;
- Débats et échanges autour des enjeux et perspectives du tourisme durable et territorial ;
- Thématiques proposées :
  - Développement du tourisme durable ;
  - Valorisation du patrimoine culturel et naturel ;
  - Marketing et promotion des destinations touristiques ;
  - Innovation et digitalisation dans le secteur touristique ;
  - Écotourisme et tourisme de montagne ;
  - Investissement et attractivité territoriale.

#### **5.3 Réseautage et rencontres B2B**

- Aménagement d'espaces dédiés au networking et aux échanges professionnels ;
- Organisation de rencontres B2B entre opérateurs touristiques, investisseurs, agences de voyages, institutions et porteurs de projets ;
- Facilitation des opportunités de partenariat, de coopération et de développement commercial entre les participants.





**ARTICLE 29 : CONTENU, CARACTERISTIQUES ET SPECIFICITES DES PRESTATIONS :**

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernent tous les aspects organisationnels et logistiques nécessaires à l'organisation du salon. Le prestataire devra mettre à la disposition de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCISTTA) un espace pour organiser cet événement ainsi que l'ensemble des équipements, du matériel et de la logistique indispensables à cet événement.

Le prestataire sera ainsi responsable de l'animation, de la sécurité et de l'hygiène, de la communication et de la publicité autour du salon, ainsi que l'hébergement, de la réception et de la restauration des invités.

Le prestataire sera appelé à réaliser les prestations suivantes :

**Prix N° 1 : Montage et démontage du Chapiteau**

Le prix est rémunéré au forfait et comprend la fourniture et l'installation d'un chapiteau d'une superficie de 1 000 m<sup>2</sup> (mille mètre carré), en très bon état et de bonne qualité. Le choix du terrain pour l'implantation de salon, sera assuré de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (Le site retenu sera situé dans la ville de Chefchaouen). En revanche, les prestations de raccordement aux réseaux, d'électricité, ainsi que le coût de la consommation d'électricité, seront à la charge du titulaire du marché.

Le terrain sera aménagé sous forme de chapiteau. Le titulaire est tenu de fournir et d'installer le chapiteau sur une superficie de 1 000 m<sup>2</sup>.

**➤ les caractéristiques du chapiteau se présentent comme suit :**

Armature : Portiques, entrefermes et ossatures pignon en profil aluminium anodisé à 4 gorges ;

Entoilage : Toile polyester à enduction PVC, blanc translucide, classement au feu M2 ;

Revêtement du sol : 1000 m<sup>2</sup> de plancher type cassette.

Le prestataire s'engage à doter le lieu de l'événement d'un groupe électrogène de secours (minimum 200KVA) à démarrage automatique et sans interruption, pour alimenter le salon en électricité en cas de rupture du courant électrique.

le chapiteau doit être équipé par des projecteurs de haute puissance en quantité suffisante, des caméras de surveillance dans les portes principales et les couloirs ; des drapeaux et un grand portrait de Sa Majesté le Roi Mohamed VI au niveau de la porte d'entrée principale.

La totalité de l'espace doit être couverte avec un planché cassette en bois massif, ainsi qu'une moquette à l'état neuf.

L'entrée principale doit être recouverte d'un tapis rouge de dimension suffisante.

Le prestataire doit aménager l'entrée de l'espace d'exposition avec une architecture en visuels représentant la région de Tanger Tétouan AL Hoceima.

**➤ Les soumissionnaires devront prévoir toute la signalétique nécessaire au bon déroulement du salon :**

- Habillage de la façade d'exposition avec deux banderoles en longueur et une banderole centrale, deux banderoles à l'entrée du centre de conférence et d'exposition, plans, enseigne des exposants, dénomination des différents espaces du Salon, flèches d'indication, installation et fixation des totems à l'extérieur du salon avec éclairage ainsi que tout autre support de signalétique adapté pour les salons de ce type.



- Le titulaire est tenu de mettre en place un dispositif d'accès à internet protégé par mot de passe, sur tout le salon et pour toute la durée de l'événement depuis la veille de l'ouverture au lendemain de la clôture; il doit assurer un accès illimité et ininterrompu à haut débit, de qualité optimale pour un nombre important d'utilisateurs.
- Le titulaire est tenu de mettre en place 10 extincteurs de feu à poudre polyvalente de 09 kg et l'affichage des plans de sécurité incendie et d'évacuation (2 plans de part et d'autre de chaque entrée-sortie et de chaque issue de secours).
- **Le titulaire est tenu de procéder à la réception des chapiteaux au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de l'événement.**

#### Prix n° 2 : Aménagement des 50 Stand d'une dimension de 9m<sup>2</sup>

Le prix est rémunéré à l'unité (stand de 9 m<sup>2</sup>) et comprend l'aménagement des espaces pour abriter 50 stands destinés à l'exposant pour présenter leurs produits et services et des institutions participant à cet événement. L'aménagement et la disposition des stands doivent être fondés sur les éléments clés suivants :

- les structures modulaires des stands doivent être neuf à un niveau de qualité supérieur.
- Une Signalétique Enseigne en bandeau.
- L'agencement interne des stands doit prendre en compte la circulation des visiteurs et l'accessibilité des matériaux en cas de besoin.
- Les stands doivent être organisés selon une logique répondant aux thématiques d'exposition.
- Le titulaire est tenu de mettre en place la signalétique de chaque exposant (enseigne) Chaque stand devra contenir :
  - une table ;
  - 2 chaises ;
  - un projecteur LED de 50W pour l'éclairage du stand ;
  - une prise électrique 220V ;
  - une poubelle ;

**N.B :** Le mobilier déployé doit être moderne, confortable et en harmonie avec l'agencement interne des stands en termes de couleurs et de matériaux.

- **Le titulaire est tenu de procéder à la réception des stands au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de l'événement.**

#### Prix n°3 : Equipement d'une salle de conférence

Le prix est rémunéré au forfait et comprend l'équipement d'un espace pour 500 personnes destiné à accueillir des conférences, des rencontres thématiques et éventuellement des séminaires en marge du salon. Cette salle doit être parfaitement équipée de :

- Dix (10) Fauteuils en cuir blanc ;
- Cinq (5) Table basse en bois ;
- Eclairage d'ambiance suffisant ;
- Décoration florale ;
- Tapis artisanal rouge placé sur une estrade (longueur de 15 m et largeur de 6 m) ;
- Sonorisation complète en parfait état de fonctionnement avec micros fixe et baladeurs ;
- LED Écran géant 12 m<sup>2</sup>/ 3 m<sup>2</sup> ;
- Deux (2) Ecrans LED 52 pouce minimum ;





- deux (2) Rétroprojecteur ;
- deux (2) Grand portait de SM le Roi avec support ;
- deux (2) Drapeaux Marocain ;
- 600 petites bouteilles d'eau minérale (33 cl) par jour.

#### Prix n° 4: Equipement d'un espace pour l'organisateur de l'événement

Le prix est rémunéré au forfait et comprend l'équipement d'un espace de (20 m2) pour l'administration de la CCIS TTA qui doit être bien habillée.

L'espace est équipé par les équipements suivants :

- Comptoir d'accueil de Longueur 260 cm, Largeur 85 cm, Hauteur 110 cm avec une chaise adaptable.
- Deux fauteuils 02 places.
- Eclairage suffisant (minimum 4 spots),
- Quatre chaises visiteurs.
- TV LED minimum 55 pouces, Lecteur DVD, Télécommandes et Câbles de branchement.
- Deux Petites poubelles (Autre que plastique).
- Une table de forme rectangulaire en bois (Longueur : 150 cm, Largeur : 90 cm, Hauteur : 70 cm) avec jupe.
- Portrait de Sa Majesté (170\*110 cm) avec chevalier.

#### PRIX N° 5 : Aménagement d'un Stand Pour La Presse 50 M²

Le prix est rémunéré au forfait et comprend l'aménagement d'un espace presse de 50 m². Il doit être un centre regroupant les professionnels de la presse qui couvrent cet événement. Cet espace doit être parfaitement équipé d'un minimum de :

- 4 Tables
- 20 Chaises
- 1 Ordinateurs de Bureau avec des outils informatiques office et antivirus
- 1 Imprimante avec consommables nécessaires.
- 2 Ramettes de papier
- Connexion internet Haut débit

#### Prix n° 06 : Aménagement d'un Espace d'accueil

Le prestataire est tenu d'aménager un espace d'accueil de préférence devant l'entrée principale, avec la mobilisation de 10 hôtesses d'accueil afin de faciliter l'orientation des visiteurs et participer à l'animation.

Il est indispensable d'inclure dans cet espace une table comptoir haute sur laquelle la banderole sera fixée sur sa face extérieure.

Le prestataire doit mobiliser 10 Hôtesses d'accueil pendant les 2 (deux) jours de l'évènement (de 09h30 à 20h00) à compter du premier jour d'inauguration de l'événement.

La mission des hôtesses d'accueil consiste à assurer :

- L'accueil des visiteurs officiels et professionnels,
- L'orientation et assistance des exposants ;
- La distribution du catalogue des exposants au sein du salon,
- Accueil au niveau du stand VIP,



Cet espace doit être parfaitement équipé de :

- 1 Ordinateur de bureau avec des outils informatiques office et antivirus ;
- 1 Imprimante avec consommables nécessaires ;
- 2 Ramettes de papier.

Le prestataire doit s'engager à livrer au maître d'ouvrage un rapport des statistiques des visites. Ces éléments doivent être livrés au format papier et format électronique, après la clôture du salon.

Le prix de cette prestation sera rémunéré au forfait à la journée de travail mené par chaque hôtesse d'accueil majoré par une marge dédiée à l'aménagement de l'espace d'accueil.

#### Prix n° 07 : Surveillance et Gardiennage

Ce prix est rémunéré par jour et englobe les services de sécurité et de surveillance assurant la protection des biens et des personnes pendant toute la durée de l'événement.

Le prestataire doit s'engager à mettre à disposition sur le site de 5 agents de sécurité durant 2 jours et 24h/24h, à compter de la veille de l'inauguration de l'événement.

Le chapiteau doit avoir un dispositif de surveillance avec 3 caméras au minimum. Les agents de sécurité doivent disposer de 5 radios minimums pour faciliter la communication entre eux.

Les agents de sécurité à l'entrée doivent porter un costume avec cravate, les autres agents doivent porter un uniforme avec badge et mention agent de sécurité.

#### Prix n° 08 : Hygiène et nettoyage

Ce prix est rémunéré par jour et comprend les services d'hygiène et de nettoyage pour maintenir la propreté et l'hygiène de l'espace du salon et de ses installations.

Le prestataire est tenu de mettre à disposition sur le site de 3 agents de nettoyage durant 2 jours à compter de la veille de l'inauguration de l'événement. Les agents de nettoyage doivent assurer l'hygiène de l'ensemble d'espace y compris les toilettes, ainsi elles doivent porter un uniforme adéquat.

Le prestataire doit tenir compte que les lieux de l'exposition doivent être remis en l'état. Il s'engage pendant l'installation, la durée de l'occupation et au moment de l'évacuation des lieux à éviter tous dégâts et à faire nettoyer les espaces d'exposition, y compris l'évacuation des ordures et emballages vers la décharge publique. Pour cela le prestataire est tenu, obligatoirement, de disposer d'une benne à ordures transportable sur les lieux d'exposition à l'endroit qui lui est indiqué par le maître d'ouvrage.

#### Prix N° 09 : Reportage photos et reportage vidéo

Le prestataire devra assurer un reportage photos et vidéos du déroulement du Salon. Les reportages photos et vidéo devront couvrir toutes les étapes d'organisation du Salon depuis le montage des stands jusqu'à l'achèvement de l'événement. Il s'agit pour le prestataire de réaliser un reportage vidéo mettant en valeur les moments forts du Salon avec des prises de vue d'ensemble, des prises de vue de chaque stand, la cérémonie d'inauguration, les visites de VIP et toutes activités réalisées durant la tenue du Salon.

Le reportage vidéo doit être avec voix off commenté, en version arabe et française, d'une durée minimale de 10 min sur clé USB avec pochette montrant l'identité visuelle du Salon, en 5 exemplaires.

Le commentaire doit être validé par le maître d'ouvrage avant montage. Le prestataire doit aussi remettre les rushes au maître d'ouvrage.

Aussi, le prestataire doit réaliser un reportage des meilleurs moments du Salon (best of), avec voix off commenté, en version arabe et française, d'une durée minimale de 05 min sur clé USB avec pochette montrant l'identité visuelle du Salon, en 5 exemplaires.

Le commentaire doit être validé par le maître d'ouvrage avant montage.





-Le prestataire doit livrer au maître d'ouvrage des photographies professionnelles de l'événement, sous forme d'un reportage de 100 photos avec livraison le jour même.

Il devra assurer une présence sur place durant les deux jours de l'événement afin d'en assurer la couverture en temps réel sur la page Facebook de la CCISTTA.

Les photos devront capturer les moments clés et les temps forts de l'événement, offrant ainsi une mémoire visuelle mémorable pour les invités et les organisateurs.

**Prix N° 10 : Insertion visuelle et communiqués de presses sur les sites électroniques.**

**10.1 :** Ce prix est rémunéré par article de presse publié et inclut l'insertion visuelle et la publication de communiqués de presse sur les sites électroniques, assurant une large visibilité de l'événement et de ses activités. Le prestataire doit assurer l'insertion et la publication visuelle et les communiqués de presse de l'événement dans les sites électroniques régionaux et nationaux dans la limite de 15 supports maximum.

Le prestataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage deux (2) copies des journaux sur lesquelles les articles et communiqués de presse ont été publiés, et une attestation de publication délivrée par les sites électroniques précisant la date d'insertion et de publication.

**10.2 :** Le prix est rémunéré au forfait. Le prestataire est tenu d'organiser une conférence de presse cinq (5) jours avant la tenue de l'événement, dans le lieu désigné par le Maître d'ouvrage, avec la présence de cinq (5) supports médiatiques électroniques régionaux et nationaux.

**Prix N° 11 : Supports de communication**

Le prestataire devra produire, fournir et mettre en place tous les supports de communication notamment :

**11.1 :** Dépliant : format A3 fermé 4 volets, en quadri recto verso sur couché mat 135gr.

**11.2 :** Banderoles : impression numérique sur bâche en quadri: de dimension 10m/3m.

**11.3 :** Roll up : avec support Dim 1m80x90 cm.

**11.4 :** Certificats de participation : impression sur papier DETTELA format 32cm x 25 cm.

**11.5 :** Badges : de 14,8 cm 10,5 cm papier 250g (charte + information) en quadri recto/verso plastifié ou avec porte badge et cordon pour les organisateurs, presse, exposants et accueil.

**11.6 :** Stylos : bon choix, fabriqué en plastique modèle sans capuchon avec bouton poussoir encre bleu. Personnalisé avec logo de l'événement.

**11.7 :** Blocs notes : de 50 pages en papier blanc supérieur 90 gr avec couverture sur papier couché 300gr imprimé en quadri sur recto,

**11.8 :** Sac en tissu : impression quadri recto verso (Arabe/Français) sur tissu avec cordons assortis 2 faces de dimensions : 25cm x 33cm.

**11.9 :** Trophée moderne rond en 3D :

- Forme : ronde grande taille
- Matière : métal
- Style : moderne, brillant
- Personnalisation : gravure (nom, logo, date ....)
- Epaisseur : 15 à 30 cm
- boîtier et support personnalisé,

**11.10 :** chemise cartonnée (chemise porte-documents) :

- Format standard : A4 – 2 volets
- Impression quadri recto verso (Arabe/Français)
- Papier couché mat 350g



**11.11** : Badge Pincés : Badge métallique en 3 cm de diamètre avec pince crocodile. Double attache à l'arrière : une pince clip accompagnée d'une épingle

**11.12** : Panneaux publicitaire : impression numérique sur bâche en quadri de dimension minimum : 5mcm/2mcm

**Il est à signaler que tous les supports de communication devraient mentionnés le logo du maître d'ouvrage ainsi de l'événement.**

**Le contenu et la désignation de l'impression sont transmis par le maître d'ouvrage.**

**Le titulaire est tenu de procéder à la réception des impressions au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de l'événement.**

#### **Prix N° 12 : Réception (Pause-Café)**

Ce prix est rémunéré par personne et comprend l'organisation complète de la cérémonie durant 2 jours du salon. Cela inclut :

- La planification et la coordination de l'événement d'ouverture
- La décoration de l'espace d'inauguration avec des éléments appropriés tels que des fleurs, des banderoles et des drapeaux
- La gestion des invitations et de l'accueil des invités d'honneur
- La préparation et la distribution des supports de communication (programmes, brochures, etc.)
- La mise en place d'un service de catering pour les rafraîchissements et les collations.

Le prestataire doit veiller à ce que tous les aspects de réception soient pris en charge de manière professionnelle et conforme aux attentes du maître d'ouvrage.

Le titulaire prendra en charge la pause-café variée de **750** personnes répartis sur 2 jours.

#### **12.1 Pause-café normal : (600 Personnes)**

- Café (Nespresso, café filtre ou machine automatique)
- Thé (noir, vert,)
- Gâteaux marocains d'amande (3 pièce par personnes) pâtisseries traditionnelles marocaines à base d'amandes (ex : cornes de gazelle, briouates aux amandes, ghriba amande)
- Pâtisserie Assortiment de mini-pâtisseries fines (éclairs, tartes miniatures, choux, fondants, etc.) (3 pièce par personnes)
- Eau Minéral.

#### **12.2 Pause-café amélioré (150 Personnes)**

À servir dans la salle amélioré, comprenant ;

- Café (Nespresso, café filtre ou machine automatique)
- Thé (noir, vert,)
- Jus naturel (jus de fruits frais) : Fraise-Avocat-orange- Mangue
- Gâteaux marocains d'amande pâtisseries traditionnelles marocaines à base d'amandes (ex : cornes de gazelle, briouates aux amandes, ghriba amande) (6 pièce par personnes)
- Pâtisserie (6 pièce par personnes) **comprenant** :
  - ✓ Mini tartelettes artisanales (pistache, fruits rouges, caramel beurre salé)
  - ✓ Macarons assortis (vanille, rose, chocolat, pistache)
  - ✓ Dessert en verrines (tiramisù, panna cotta, cheesecake)





- Fruits secs premium : amandes, noix de cajou, dattes Medjool farcies (amande, noix)
- Eau Minéral.

**Prix n° 13 : hébergement des invités**

Ce prix est rémunéré par nuitée et comprend l'hébergement dans un hôtel de 4 étoiles en chambre single à chefchaouen pour 50 invités durant une période de 3 nuitées à compter de la veille de l'ouverture officielle du salon.

**N.B :** Les bénéficiaires de l'hébergement doivent être désignés par le maitre d'ouvrage dans une liste signée à remettre au titulaire du marché.

**Prix N°14 : Restauration**

Ce prix est rémunéré par personne et comprend l'organisation d'un déjeuner marocain avec animation dans un restaurant à chefchaouen pour les invités pour **150 personnes**, réparti sur 2 jours la date sera communiquée au prestataire 3 jours avant la date prévue.

Le déjeuner devra inclure : des mets marocains, des entrées marocaines, deux plats traditionnels marocains, des desserts, ainsi que du thé et des gâteaux marocains.

Le prestataire doit s'assurer que le déjeuner soit de haute qualité et offrir une expérience culinaire authentique et mémorable pour les invités officiels.

Le prestataire devra proposer 3 lieux parmi lesquels la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région Tanger Tétouan Al Hoceima pourra faire son choix



**Appel d'offres ouvert national sur offres de prix n°04 /CCIS TTA/2026**

Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1(alinéa 1) et paragraphe 3 (a) de l'article 19 et du paragraphe 1et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

**Objet : «L'ORGANISATION DE LA DEUXIÈME ÉDITION DU SALON DU TOURISME À LA VILLE DE CHEFCHAOUEN»**

**Etablie par :**



**Vérifié par :**



**Maitre d'ouvrage :**

**Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima**

**Abdelatif AFAILAL**  
Maitre d'Ouvrage  
Chambre de Commerce, d'Industrie  
et de Services de la Région  
Tanger - Tetouan - Al Hoceima

**Cachet et signature du concurrent**  
**avec la mention « Lu et accepte »**